



CREDIT MUNICIPAL DE TOULON

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE CONSULTATION

MARCHE N° 06/17

POUVOIR ADJUDICATEUR : CREDIT MUNICIPAL DE TOULON

REPRESENTE PAR : LE DIRECTEUR GENERAL DU CREDIT MUNICIPAL

OBJET DU MARCHE : la remise coque nue d'un local aménagé en agence bancaire et l'évacuation du mobilier, des gravats et de tous les éléments spécifiques à l'activité bancaire (guichet, banque, coffre, distributeur automatique de billets) qui résultent de la remise à coque nue du local.

La date et l'heure limites de remise des offres sont fixées au 30 octobre 2017 à 16 heures

REGLEMENT DE CONSULTATION

SOMMAIRE

Article 1 – Personne contractante

Article 2 – Objet de l'appel d'offres

Article 3 – Conditions de l'appel d'offre

- 3.1 - Etendue de la consultation et mode de passation
- 3.2 - Compléments à apporter au cahier des clauses particulières (CCTP)
- 3.3 – Variantes
- 3.4 - Délais d'exécution
- 3.5 - Délai de validité des offres
- 3.6 - Dossier de consultation des candidats

Article 4 – Modalité de retrait du dossier de consultation

Article 5 – Renseignements complémentaires

Article 6 –. Date limite de réception des offres

Article 7 – Conditions de remises des offres

ARTICLE 8 – Jugement des offres

REGLEMENT DE CONSULTATION

Article 1 : Personne contractante

Le pouvoir adjudicateur est le CREDIT MUNICIPAL DE TOULON Place Besagne Bâtiment A 83000 TOULON, représenté par son Directeur Général, Gilles Fabre

Article 2 : Objet de la consultation

Le présent marché est relatif :

- la remise coque nue d'un local d'une surface de 107 m2 aménagé en agence bancaire située dans la galerie marchande du Centre Commercial CARREFOUR à Puget sur Argens.
- à l'évacuation du mobilier, des gravats et de tous les éléments spécifiques à l'activité bancaire (guichet, banquevitrierie) qui résultent de la remise à coque nue du local.

Article 3 : Conditions d'appel d'offre

3.1 – Etendue de la consultation et mode d'appel d'offres

Le présent marché est un marché passé selon la procédure adaptée article 27 du décret n° 2016-360.

3.2 – Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Les candidats n'ont pas à y apporter de complément.

3.3 – Variantes

Chaque candidat doit présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation.

3.4 – durée du marché

La durée du marché est fixée dans le cahier des clauses administratives particulières.

3.5 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à soixante jours à compter de la date limite de remise des offres.

3.6 – Dossier de consultation des candidats

Le dossier de consultation remis à chaque candidat comprend :

- le présent règlement de consultation,
- l'acte d'engagement à renseigner
- le CCTP à **accepter sans aucune modification**,
- le CCAP à **accepter sans aucune modification**,

Article 4 : Modalités de retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation peut-être retiré à l'adresse suivante :

Crédit Municipal de Toulon
Place Besagne BAT A
83000 Toulon

ou

- sur le site du Crédit Municipal de TOULON
www.cmt-banque.fr/appe-doffres/

ou

- demandé à l'adresse électronique suivante :
gilles.fabre@cmt-banque.fr

Article 5 : Renseignements complémentaires

Pour tout renseignements complémentaires concernant le marché, les candidats peuvent s'adresser à :
gilles.fabre@cmt-banque.fr

Tél 04 94 18 96 02

Article 6: Date limite de réception des offres

La date limite de réception des offres est fixée au 30 octobre 2017 à 16 heures

Les dossiers qui seraient remis, ou qui parviendraient, après les dates et heures indiquées, ne seront pas retenus, et seront renvoyés à leurs expéditeurs.

Article 7: Conditions de remises des offres

Les candidatures devront être transmises sous format papier dans une enveloppe sur laquelle seront portées les mentions suivantes : APPEL d'OFFRE MARCHE DE TRAVAUX COQUE NUE PUGET. « ne pas ouvrir ».

- Par courrier avec accusé de réception à l'adresse suivante :
Crédit Municipal de Toulon
Place BESAGNE bat A
83000 Toulon
- Ou déposée à la même adresse contre remise d'un justificatif par le Crédit Municipal valant preuve de dépôt.

Elles comprendront les pièces suivantes datées et signées :

- Copie du jugement si le candidat est en redressement judiciaire,
- une déclaration sur l'honneur indiquant que le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de concourir,
- les documents relatifs au pouvoir de la personne habilitée pour engager le candidat,
- une déclaration indiquant les effectifs du candidat
- une documentation présentant la société,
- une déclaration concernant le chiffre d'affaires global des trois derniers exercices disponibles,
- les attestations sur l'honneur de l'article 46 du Code des Marchés Publics,
- attestations d'assurance.

Le projet de marché comprenant

- l'acte d'engagement dûment complété et signé.
- le cahier technique des clauses techniques particulières à accepter sans aucune modification,
- le cahier des clauses administratives particulières à accepter sans aucune modification
- Le détail des dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter pour assurer la bonne exécution des prestations dans les délais (nombre de personnes, moyens utilisés pour l'enlèvement des gravats et mobilier) et selon les contraintes imposées par la situation géographique du local (centre commercial).

Article 8 : Jugement des offres

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles 58 et 59 du code des marchés publics.

Chaque société dont la candidature aura été retenue et dont l'offre aura été jugée recevable se verra attribuer une note pour chacun des critères pondérés ci-dessous. La société qui aura obtenu la meilleure moyenne pondérée sera déclarée attributaire du marché :

- délai d'exécution (pondération de 20%)
- moyens mis à disposition (pondération 20%)
- prix proposés (pondération de 60%)

Les offres seront examinées et classées en commission.

La société à laquelle il sera envisagé d'attribuer le marché produira en outre les pièces mentionnées à l'article 46 du code des marchés publics. Après signature, en cas d'inexactitude des documents mentionnés aux articles 44 et 46 du code, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.